

MICHEL FOUCAULT

DITS ET ÉCRITS

1954-1988

III

1976-1979

*Édition établie sous la direction
de Daniel Defert et François Ewald
avec la collaboration
de Jacques Lagrange*

*Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre*

nrf



GALLIMARD

Je n'ai pas parlé des aspects exceptionnels et durs de cette affaire : pourquoi on avait alors besoin d'une exécution et comment la grâce, recommandée par la commission, a été refusée. J'ai évoqué seulement ce qui l'a fait ressembler à tant d'autres.

On est en train de réformer le Code pénal. On mène campagne, ardemment, contre la peine de mort. Et certains magistrats savent bien le danger de vieilleries comme la religion de l'aveu, ou des modernités comme l'intervention indiscreète du psychiatre. Plus généralement encore, il faut revoir de fond en comble la manière dont on punit.

Cette manière de punir a toujours été l'un des traits les plus fondamentaux de chaque société. Aucune mutation importante ne s'y produit sans qu'elle y soit modifiée. Le régime actuel de pénalité est usé jusqu'à la trame. Les « sciences humaines » n'ont pas à le raviver. Il faudra des années, et bien des tâtonnements, et bien des bouleversements, pour déterminer ce qu'on doit punir, et comment, et si punir a un sens et si punir est possible.

241 *L'armée, quand la terre tremble*

« L'esercito, quando la terra trema » (« L'armée quand la terre tremble »), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 228, 28 septembre 1978, pp. 1-2.

Ici commence le reportage de M. Foucault sur la révolution iranienne. En mai 1978, l'éditeur italien Rizzoli – qui traduisit *l'Histoire de la folie* en 1963 –, devenu actionnaire du grand quotidien *Corriere della sera*, demande à M. Foucault une contribution régulière sous forme de points de vue. M. Foucault propose de constituer une équipe d'intellectuels-reporters qui se rendraient là où naissent et meurent ces événements que sont les idées. Cf. *infra*, n° 250. En août 1978, l'incendie du cinéma Rex d'Abadan (voir ci-après la chronologie) attire l'attention internationale sur les événements d'Iran. M. Foucault se fait obligation d'assurer lui-même le premier reportage. Il est déjà intervenu en faveur des opposants iraniens et connaît les atrocités de la Savak. Il se met à l'étude de la situation de l'Iran ; il lit Paul Vieille, Henry Corbin, rencontre Ahmad Salamatian, collaborateur de Karim Sandjabi, leader du Front national.

M. Foucault se rendra à deux reprises en Iran : une première fois du 16 au 24 septembre 1978, une seconde fois du 9 au 15 novembre 1978. Le 20 septembre, il est reçu, à Qom, chez l'ayatollah Chariat Madari, deuxième dignitaire religieux du pays, maître à penser des libéraux et opposé à l'exercice du pouvoir politique par les religieux. Mehdi Bazargan, fondateur du Comité de défense des droits de l'homme, leur sert d'interprète.

Chronologie des événements d'Iran

1978. – 8 janvier : la parution, dans un journal gouvernemental, d'un article injurieux envers l'imam Khomeyni – exilé en Irak, à Nadjaf, depuis 1963 – provoque des manifestations dans la ville sainte de Qom, manifestations réprimées dans le sang par l'armée ; de quarante jours en quarante jours, des manifestations de deuil, réprimées à leur tour, accompagnent la contestation dans les diverses villes iraniennes. – 19 août : l'incendie du cinéma Rex de la ville d'Abadan fait 377 victimes. On y projetait un film, longtemps interdit, qui montrait la contestation paysanne. La population dénonce une provocation des services spéciaux. – 27 août : le chah nomme Charif Hamami Premier ministre qui a pour mission de faire des concessions. – 4-7 septembre : fin du ramadan ; bien qu'interdites, manifestations croissantes à Téhéran, les premières depuis quinze ans. – 8 septembre : le « vendredi noir » ; l'armée tire sur la foule massée sur la place Djaleh, provoquant de 2 000 à 4 000 morts, selon les sources. La loi martiale est décrétée. – Fin septembre-5 novembre : libération de 1 200 prisonniers politiques, grèves, occupations de l'université de Téhéran par les étudiants, émeutes et fusillades. – 3 octobre : l'ayatollah Khomeyni s'installe à Neauphle-le-Château, en France. – 4-5 novembre : le « week-end de Téhéran » ; tout ce qui évoque l'Occident et la dynastie Pahlavi est brûlé. – 6 novembre : le général Reza Azari, chef d'état-major, est nommé Premier ministre. – 10-11 décembre : Tassova et Achura, neuvième et dixième jours du mois de deuil de Moharram ; manifestations gigantesques à Téhéran ; les mots d'ordre religieux deviennent politiques. – 12 décembre : des unités de l'armée entament des répressions dispersées. – 30-31 décembre : fin de Moharram, manifestations en province.

1979. – 16 janvier : le chah part en exil ; il confie un gouvernement de régence à Chapour Bakhtiar. – 1^{er} février : Khomeyni, accompagné de Bani Sadr, rentre triomphalement à Téhéran. – 5 février : il charge Mehdi Bazargan de former un gouvernement. – 8 février : l'armée de l'air se rallie à Khomeyni. – 10-11-12 février : les « trois glorieuses de Téhéran » ; la participation des groupes armés islamiques et marxistes à l'insurrection populaire change le cours de celle-ci. – 19 février : Chapour Bakhtiar s'enfuit ; Mehdi Bazargan s'installe à la présidence du Conseil ; création du Parti de la République islamique, pro-khomeyniste. – 24 février : constitution du Parti républicain populaire, parti religieux autour de Chariat Madari. – 1^{er} mars : Khomeyni s'installe à Qom « pour reprendre son enseignement ». – 8 mars : manifestations de femmes à Téhéran contre « toute forme de dictature ». – Fin mars : Mehdi Bazargan proteste à la télévision iranienne contre les exécutions d'opposants par des groupes paramilitaires se réclamant de Khomeyni. – 30-31 mars : la République islamique est adoptée par référendum.

Téhéran *. Aux confins des deux grands déserts de sel qui s'étendent au centre de l'Iran, la terre vient de trembler. Tabass et quarante villages ont été anéantis.

Il y a dix ans de cela, jour pour jour, Ferdows, dans la même région, avait été effacée. Or, sur cette terre détruite, deux villes rivales étaient nées, comme si dans l'Iran du chah le même malheur ne pouvait pas donner lieu à une seule et même renaissance. D'un côté, il y a eu la ville de l'administration, celle du ministère de l'Équipement et des notables; mais un peu plus loin, les artisans et les agriculteurs, contre tous les plans officiels, ont reconstruit la leur : sous la direction d'un religieux, ils ont recueilli les fonds, bâti et creusé de leurs mains, aménagé des canaux et des puits, construit une mosquée. Ils avaient, le premier jour, planté un drapeau vert. Le nouveau village s'appelle Islamieh. Face au gouvernement et contre lui, l'islam : dix ans déjà.

Qui, aujourd'hui, va reconstruire Tabass? Qui va reconstruire l'Iran depuis que, ce vendredi 8 septembre **, le sol de Téhéran a tremblé sous les chenilles des chars? Le fragile édifice politique n'est pas encore à terre; mais il est fissuré de haut en bas, irréparablement.

Dans la chaleur torride, sous les palmiers seuls debout, les derniers survivants de Tabass s'acharment sur les décombres. Les morts tendent encore les bras pour retenir des murs qui n'existent plus. Des hommes, le visage tourné vers le sol, maudissent le chah. Les bulldozers sont arrivés et l'impératrice avec eux; elle a été mal accueillie. Cependant, des mollahs accourent de toute la région; et des jeunes gens discrets, à Téhéran, font le tour des maisons amies, pour collecter des fonds avant de partir pour Tabass. « Aidez vos frères, mais rien par l'intermédiaire du gouvernement, rien pour lui »; tel est l'appel que l'ayatollah Khomeyni *** vient de lancer de son exil d'Irak.

La terre qui tremble et détruit les choses peut bien rassembler les hommes; elle partage les politiques et marque plus nettement que jamais les adversaires. Le pouvoir croit possible de détourner vers les fatalités de la nature la grande colère que les massacres du vendredi noir ont figée en stupeur, mais n'ont pas désarmée. Il n'y réussira pas. Les morts de Tabass vont venir s'allonger à côté des victimes de la place Djaleh et réclamer pour eux. Une femme posait publiquement

* L'indication « Téhéran » portée par le *Corriere* au début de chaque article veut faire illusion, la série d'articles de M. Foucault ayant été rédigée d'un trait à son retour à Paris.

** Le vendredi 8 septembre, ou « vendredi noir », eut lieu le massacre de la place Djaleh, à Téhéran. Le tremblement de terre de Tabass survint quelques jours après le « vendredi noir ».

*** Khomeyni, exilé depuis 1963 à Nedjab, en Irak, était alors presque inconnu en Occident.

la question : « Trois jours de deuil national pour le tremblement de terre, c'est bien; mais faut-il comprendre que le sang qui a coulé à Téhéran n'était pas lui aussi iranien? »

Dans les hôtels de Téhéran, les journalistes qui rentraient l'autre soir de Tabass étaient perplexes. De toute évidence, les soldats, l'air absent, laissaient les hommes et les femmes gratter la terre et relever leurs morts. Consigne? Incompétence? Mauvaise volonté? Énigme de l'armée, ici comme partout.

Lundi 4 septembre, la foule lance des glaïeuls aux soldats, on fraternise, on pleure. Jeudi 7, l'immense manifestation déferle dans les rues de Téhéran, à quelques centimètres des fusils-mitrailleurs, pointés mais silencieux. Vendredi 8, mitrailleuses et bazooka peut-être, on a tiré toute la journée; la troupe a eu parfois la froideur méthodique d'un peloton d'exécution.

Depuis les premiers temps de l'Islam, et pour les chiïtes surtout, depuis l'assassinat d'Ali, le meurtre d'un musulman par un autre musulman – et Dieu sait s'il y en a eu – garde toujours la force du scandale religieux, ce qui veut dire également politique et juridique.

Pour parer au plus pressé, on a répondu par un mythe. « Ceux qui ont tiré sur nous ne sont pas des nôtres; ils avaient les cheveux longs et parlaient une langue étrangère : des Israéliens par conséquent, amenés la veille par des avions cargos *. » J'ai posé la question à un opposant, qui connaît bien, par sa situation, ce qui se passe dans l'armée. « Oui, m'a-t-il répondu, il y a coopération technique avec l'armée israélienne; oui, les forces antiguérilla ont eu, au début, des conseillers israéliens; mais rien, absolument rien ne permet de dire que nos morts de Téhéran ont été tués par des étrangers. »

La réalité du pouvoir est-elle donc maintenant entre les mains de l'armée? Elle retient pour l'instant l'immense révolte du peuple contre le chah abandonné par tous, même par les privilégiés. Dans les semaines qui viennent, va-t-elle faire la décision, comme le disent beaucoup d'observateurs occidentaux?

Il ne semble pas. L'Iran a, paraît-il, la cinquième armée du monde. Un dollar sur trois de son revenu pétrolier est consacré à ce précieux jouet. Mais voilà : un budget, un équipement, des chasseurs à réaction et des overcrafts, ce n'est pas encore une armée. Il arrive même qu'un armement empêche de faire une armée.

D'abord, il n'existe pas *une* armée en Iran. Mais quatre : l'armée traditionnelle chargée sur tout le territoire de tâches de surveillance et

* Bien que la collaboration militaire entre l'Iran et Israël fût attestée depuis les années soixante, il s'agissait là d'une rumeur qui colportait l'espoir que le chah ne pouvait plus compter sur une armée nationale.

d'administration; la garde prétorienne du chah, corps de janissaires fermé sur lui-même, avec son recrutement, ses écoles, ses quartiers d'habitation, dont certains ont été construits par une société française; l'armée de combat, avec des armements parfois plus sophistiqués que ceux dont dispose l'armée américaine. Et puis 30 000 ou 40 000 conseillers américains.

De plus, on s'est gardé de constituer quelque chose comme un véritable état-major général. Chacune des grandes unités de ces armées est directement rattachée au chah. Une police intérieure les contrôle. Aucun officier supérieur ne peut se déplacer sans l'autorisation personnelle du souverain. « Un de mes collègues – m'a dit l'un d'entre eux – avait blâmé le chah de s'être fait nommer général dans l'armée anglaise; il trouvait que le hochet, cette fois, sentait un peu trop son époque victorienne, et lui qui avait soutenu le chah contre Mossadegh s'est retrouvé pour trois ans en prison. »

Dans l'Iran du pétrole et de la misère, l'armée occupe une place très importante. Quatre millions de personnes (un Iranien sur six) en vivent, selon les économistes. Mais cela ne suffit pas à lui donner une base sociale cohérente ni même à la faire participer à un développement économique. L'essentiel de l'armement est acheté à l'étranger. Il y a bien sûr des retombées économiques, mais ce sont, pour les généraux, les commissions sur les contrats et, au niveau le plus bas, la petite main-d'œuvre qu'on recrute en grand nombre parmi les chômeurs. Il n'existe pas en Iran de structure économique-militaire solide.

Mais il n'y a pas non plus une idéologie de l'armée. Jamais, dans l'histoire de l'Iran, l'armée n'a pu avoir ce rôle d'encadrement national ou former ce projet politique qu'on a pu trouver dans les armées sud-américaines depuis les guerres d'indépendance. L'armée iranienne n'a jamais rien libéré. Successivement elle a été marquée du sceau russe, puis anglais, puis américain. Elle a protégé ses souverains et monté la garde côte à côte avec des sentinelles étrangères, autour des territoires des concessions. Elle n'a jamais eu l'occasion de s'identifier à l'Iran ni voulu prendre en charge la destinée du pays. Un général, un jour, s'est bien emparé du pouvoir; mais il commandait la légion cosaque et fut poussé par les Anglais: c'était le père du roi actuel.

Bien sûr, les choses peuvent recommencer: l'ambassadeur américain peut refaire le coup d'Ironside permettant à Reza Khan de se substituer aux Kadjars. Ou du moins imposer au chah, comme Premier ministre, un général à poigne. Mais cela ne serait qu'une solution très provisoire. Ce ne serait pas une dictature de l'armée exercée sous la direction d'une caste d'officiers solidaires, malgré leurs rivalités personnelles. Les formules Pinochet ou Videla semblent exclues.

Grâce au ciel.

Disons: grâce à Allah.

Un jour, vingt-quatre officiers iraniens ont été exécutés pour communisme. Le lendemain, le chah déposait une couronne aux pieds d'une statue de Lénine. Les victimes de ce bain de sang n'ont pas été remplacées.

L'antimarxisme de l'armée s'alimente à deux sources. Chez ceux qui sont portés à l'opposition, il se justifie par la politique de l'Union soviétique et son soutien au moins tacite à la politique du chah depuis la chute de Mossadegh: il faudrait beaucoup de courage physique, intellectuel et moral pour être aujourd'hui opposant nationaliste tout en étant marxiste à la mode soviétique. Pour ceux-là, l'antimarxisme cautionne le nationalisme. Et pour les esprits les plus simples, il y a tout bonnement la propagande du gouvernement. On m'a montré des circulaires intérieures à l'armée qui rappelaient qu'il ne faut jamais tuer de femmes ni d'enfants. Sauf, bien sûr, s'ils sont communistes.

Aussi solidement antimarxiste l'armée ne risque-t-elle pas d'intervenir massivement dans la vie du pays, dès lors qu'une agitation s'y répand et que le gouvernement la présente comme étant animée par le « communisme international »?

Des amis m'ont arrangé, dans un lieu hautement aseptisé de la périphérie de Téhéran, une rencontre avec quelques officiers supérieurs, tous d'opposition.

Plus les troubles se développent, m'ont-ils dit, plus le gouvernement est contraint, pour maintenir l'ordre, de faire appel à des troupes qui n'y sont ni préparées ni portées. Et elles ont l'occasion de découvrir qu'elles n'ont pas affaire au communisme international, mais à la rue, aux commerçants du bazar, aux employés, à des chômeurs comme sont leurs frères ou comme ils le seraient eux-mêmes s'ils n'étaient pas soldats. « On peut les faire tirer une fois, mais pas deux; à Tabriz, voilà huit mois, il a fallu changer toute la garnison; et on a beau avoir amené à Téhéran des régiments du fin fond de la province, il va falloir les changer rapidement. » Il m'a été confirmé qu'au moins un officier avait été tué par ses soldats, le vendredi noir, quand il avait donné l'ordre de tirer sur la foule; et que des soldats, le lendemain, s'étaient suicidés.

À mesure que l'agitation se développe sous le signe de cet islam auquel toute l'armée appartient, les soldats et les officiers découvrent qu'ils n'ont pas devant eux des ennemis, mais au-dessus d'eux des maîtres. Et quand une armée apprend, au moment de se battre, qu'au lieu d'ennemis elle a des maîtres, que fait-elle?

« Est-ce qu'elle ne fait pas sortir de ses rangs un Nasser, un Kadhafi? »

L'officier hésite une seconde à me répondre :

« Si ce Kadhafi est patriote, légaliste, démocrate et religieux, je l'accepterais et je crois que nous l'accepterions.

– Oui, bien sûr, il serait tout cela le jour de son arrivée au pouvoir. Mais le lendemain?

– Si populaire soit-il, il cesserait de l'être à l'instant même où il deviendrait un dictateur. »

Et il a ajouté : « N'oubliez pas qu'il n'y a rien dans l'armée qui soit fait pour la rendre populaire. On accepterait un chef démocratique qui sortirait d'elle, mais pas une dictature qui émanerait d'elle. »

Je me suis rappelé alors ce que bien d'autres m'avaient dit, que la force exorbitante de l'armée iranienne ne peut se justifier par des nécessités nationales. Qu'en huit minutes, paraît-il, elle serait balayée par une attaque soviétique. Que sa seule tâche, dans cette hypothèse, serait de pratiquer la technique de la terre brûlée, c'est-à-dire de détruire le pays. Qu'une force si disproportionnée n'a de sens que pour assurer l'ordre intérieur ou la police à l'échelle d'une région. Que l'une de ces dernières promenades militaires s'est déroulée en Afghanistan peu de temps avant le coup d'État. Qu'elle est en position de prendre à revers tout le champ de bataille du Proche-Orient. Qu'elle est une force d'intervention régionale à l'échelle du Sud-Ouest asiatique. Bref, elle est trop friable et divisée pour imposer, avec ou sans le chah, l'ordre américain en Iran; elle est aussi trop manifestement une police tournée contre des voisins musulmans pour assurer, avec un large accord, une « restauration » nationale. Il s'agit de troupes équipées à l'américaine, mais non d'une armée américanisée.

J'ai demandé à l'un de ces représentants de l'armée quel était selon lui le plus grand danger pour l'Iran : États-Unis ou U.R.S.S. Aucune hésitation, cette fois :

« Les États-Unis, puisque ce sont les Américains qui nous dominent. »

Ces paroles m'ont paru de poids, car je savais que mon interlocuteur n'avait pas été hostile, loin de là, à l'action des Américains, lorsque, vingt-cinq ans plus tôt, ils avaient rétabli le chah sur son trône.

L'armée ne semble donc pas avoir en elle-même une force d'intervention politique. Le chah ne peut subsister sans elle, c'est vrai, mais elle est assiégée, ou plutôt traversée par des forces qui le menacent lui-même.

Elle peut ainsi permettre ou empêcher une solution. Elle ne peut en proposer ni en imposer une qu'elle aurait trouvée en elle-même. Un verrou au lieu d'être une clef. Et des deux clefs qui prétendent le faire tourner, celle qui semble le mieux ajustée pour l'instant, ce n'est pas celle, américaine, du chah. C'est celle, islamique, du mouvement populaire.

242 *M. Foucault. Conversation sans complexes avec le philosophe qui analyse les « structures du pouvoir »*

« M. Foucault. Conversazione senza complessi con il filosofo che analizza le " strutture del potere " » (« M. Foucault. Conversation sans complexes avec le philosophe qui analyse les " structures du pouvoir " »; entretien avec J. Bauer; trad. A. Ghizzardi), *Playmen*, 12^e année, n° 10, octobre 1978, pp. 21-23, 26, 29-30.

Passé au filtre de deux traductions (J. Bauer est un photographe américain), cet entretien a recours à des concepts peu compatibles avec le style d'analyse de Foucault. La version italienne comprenait de grossières erreurs : l'hôpital Sainte-Anne de Paris est ainsi devenu l'hôpital Saint-Ange de Morny, par exemple...

– Pourquoi vous qui n'êtes pas anthropologue vous intéressez-vous plus, d'un point de vue philosophique, à la structure des institutions qu'aux mécanismes évolutifs?

– Ce que j'essaie de faire – et que j'ai toujours essayé de faire depuis mon premier livre véritable, *Histoire de la folie à l'âge classique* –, c'est de contester par un travail d'intellectuel, différents aspects de la société, en montrant leurs faiblesses et leurs limites. Toutefois, mes livres ne sont pas prophétiques et ne sont pas non plus un appel aux armes. Je serais vivement agacé qu'ils puissent être vus sous cet éclairage. Le but qu'ils se proposent est d'expliquer de la façon la plus explicite – même si, parfois, le vocabulaire est difficile – ces zones de la culture bourgeoise et ces institutions qui influent directement sur les activités et sur les pensées quotidiennes de l'homme.

– Le mot clef de tous vos livres semble être le « pouvoir », qu'il soit entendu au sens de pouvoir disciplinaire, de pouvoir de la médecine mentale ou de pouvoir tout-puissant de la pulsion sexuelle...

– C'est entendu, j'ai cherché à définir les stratégies du pouvoir dans certains domaines. Par exemple, *Surveiller et Punir* s'ouvre sur

femmes? Franchement, je ne suis pas certain que l'on accepterait l'adhésion des hommes! Souvent les sections locales de mouvements homosexuels sont en pratique des clubs privés. La véritable libération signifie se connaître soi-même et ne peut souvent être réalisée par l'intermédiaire d'un groupe, quel qu'il soit.

— *Jusqu'à présent il semble que l'action de masse ait été efficace.*

— Toutefois, la pensée individuelle peut déplacer les montagnes... et même plier les cuillères. Et c'est la connaissance qui stimule la pensée. C'est pourquoi dans des livres comme *Les Mots et les Choses* et *L'Archéologie du savoir*, j'ai essayé de structurer organiquement le savoir en des schémas immédiatement compréhensibles et accessibles. L'histoire est savoir, et donc les hommes peuvent connaître par des exemples la façon dont, au cours de périodes passées, on a affronté la vie et résolu ses problèmes. La vie elle-même est une forme d'autocritique, car, même dans les moindres choix, on doit effectuer une sélection en fonction de multiples stimuli. Dans *L'Archéologie du savoir*, j'ai essayé d'analyser le système de pensée qui m'est personnel et la façon dont j'y suis arrivé. C'est toutefois une opération que je n'aurais pas pu réaliser sans l'aide de bon nombre d'écrivains et de philosophes que j'ai étudiés au cours des années.

— *Malgré vos vastes connaissances ou peut-être à cause d'elles, beaucoup de choses vous contrarient.*

— Je regarde mon pays, je regarde les autres pays et je suis arrivé à la conclusion que nous manquons d'imagination sociologique et politique et cela à tous égards. Sur le plan social, nous sentons amèrement le manque de moyens pour contenir et retenir l'intérêt non des intellectuels mais du commun des mortels. L'ensemble de la littérature commerciale de masse est déplorablement pauvre et la télévision, loin de nourrir, anéantit. Sur le plan politique, il existe à l'heure actuelle bien peu de responsables qui possèdent un grand charisme ou de l'imagination. Et comment pouvons-nous donc prétendre que les gens apportent une contribution valable à la société si les instruments qu'on leur propose sont inefficaces?

— *Quelle serait la solution?*

— Nous devons commencer par réinventer le futur en nous plongeant dans un présent plus créatif. Laissons tomber Disneyland et pensons à Marcuse.

— *Vous n'avez rien dit sur vous-même, sur l'endroit où vous avez grandi, sur la façon dont s'est déroulée votre enfance.*

— Mon cher ami, les philosophes ne naissent pas... ils sont, et ça suffit!

Le chah a cent ans de retard

< La scia ha cento anni di ritardo > (« Le chah a cent ans de retard »), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 230, 1^{er} octobre 1978, p. 1.

Le titre donné par M. Foucault était le suivant : « Le poids mort de la modernisation ». Cet article fut traduit en farsi et placardé par les étudiants sur les murs de l'université de Téhéran, lors de sa réouverture à la fin du mois d'octobre.

Téhéran. À mon départ de Paris, on m'avait dit sur tous les tons : « L'Iran traverse une crise de modernisation. Un souverain arrogant, maladroit, autoritaire tente de rivaliser avec les nations industrielles, et garde les yeux fixés sur l'an 2000; mais la société traditionnelle, quant à elle, ne peut pas et ne veut pas suivre; blessée, elle s'immobilise, se replie sur son passé et, au nom de croyances millénaires, elle demande abri à un clergé rétrograde. »

Et combien de fois ai-je entendu de bons analystes se demander avec sérieux quelle forme politique pourra demain réconcilier l'Iran profond avec sa nécessaire modernisation : une monarchie libérale, un système parlementaire, un présidentialisme musclé?

Je suis arrivé à Téhéran avec ces questions dans la tête. Je les ai posées vingt fois. Et j'ai eu vingt réponses : « Que le roi règne, mais ne gouverne pas. » « Qu'on revienne à la Constitution de 1906. » « Qu'on établisse pour un temps une régence, avant de prendre des décisions définitives. » « Le chah doit s'éclipser totalement ou partiellement. » « Les Pahlavi n'ont qu'à quitter le pays et ne jamais plus faire parler d'eux. » Mais toujours, au-dessous de toutes ces réponses, le même leitmotiv : « En tout cas, nous ne voulons pas de ce régime. » Je n'étais guère avancé.

Un matin, dans un grand appartement vide où les rideaux tirés ne laissaient passer que le bruit presque insoutenable des voitures, j'ai rencontré un opposant qu'on m'avait indiqué comme l'une des bonnes têtes politiques du pays. Il était recherché par la police; c'était un homme très calme, très réservé; il faisait peu de gestes, mais, quand il ouvrait la main, on y voyait de larges cicatrices : il avait déjà eu affaire à la police.

« Pourquoi vous battez-vous? »

— Pour abattre le despotisme et la corruption.

— Le despotisme d'abord ou la corruption?

— Le despotisme entretient la corruption et la corruption soutient le despotisme.

— Que pensez-vous de cette idée souvent suggérée par l'entourage du chah qu'il faut un pouvoir fort pour moderniser un pays toujours

arriéré? Et que la modernisation ne peut manquer d'entraîner la corruption dans un pays encore sous-administré?

— Ce que nous refusons justement, c'est l'ensemble modernisation-despotisme-corruption.

— C'est cela en somme que vous appelez " ce régime ".

— Exactement. >

Et il m'est revenu soudain à l'esprit un tout petit détail qui m'avait frappé la veille lorsque j'avais visité le bazar à peine rouvert après plus de huit jours de grève : par dizaines s'alignaient, sur les éventaires, d'incroyables machines à coudre, hautes et contournées, comme on peut en voir sur les réclames des journaux du XIX^e siècle; elles étaient historiées de dessins en forme de lierre, de plantes grim-pantes et de fleurs en bouton, imitant de façon grossière de vieilles miniatures persanes. Ces occidentalités hors d'usage marquées du signe d'un Orient désuet portaient toutes l'inscription : < Made in South Korea. >

J'ai eu alors le sentiment de comprendre que les événements récents ne signifiaient pas le recul des groupes les plus retardataires devant une modernisation trop brutale; mais le rejet, par toute une culture et tout un peuple, d'une *modernisation* qui est en elle-même un *archaïsme*.

Le malheur du chah, c'est de faire corps avec cet archaïsme. Son crime, c'est de maintenir par la corruption et le despotisme ce fragment de passé dans un présent qui n'en veut plus.

Oui, la modernisation comme projet politique et comme principe de transformation sociale est en Iran une chose du passé.

Je ne veux pas dire seulement que les erreurs et les échecs ont condamné les formes récentes que le chah a voulu lui donner. C'est vrai que toutes les grandes entreprises du pouvoir depuis 1963 sont maintenant rejetées, et par toutes les classes sociales. Mécontents de la réforme agraire, les grands propriétaires, mais aussi les petits paysans, endettés aussitôt que dotés d'un lopin, et contraints d'émigrer en ville. Mécontents, les artisans et les petits industriels, car la création d'un marché intérieur a profité pour l'essentiel aux produits étrangers. Mécontents, les commerçants des bazars que les formes actuelles d'urbanisation étouffent. Mécontente, la classe riche qui comptait sur un développement industriel national et qui n'a plus qu'à imiter la caste des gouvernants en plaçant ses capitaux dans les banques californiennes ou dans l'immobilier parisien.

La < modernisation > dont on ne veut plus, c'est cette série d'échecs cuisants. Mais c'est aussi quelque chose de plus ancien. Et qui colle à la peau du souverain actuel. Et qui est sa raison d'être.

Quelque chose qui est à la base non seulement de son gouvernement, mais de sa dynastie.

Lorsqu'en 1921, à la tête de sa légion cosaque, Reza Khan fut poussé au pouvoir par les Anglais, il se présentait comme l'émule d'Atatürk. Usurpation du trône, sans doute, mais pour les trois objectifs empruntés à Mustafa Kemal : nationalisme, laïcité, modernisation. Or, les deux premiers objectifs, les Pahlavi n'ont jamais pu les atteindre. En fait de nationalisme, ils n'ont pu ni su desserrer les contraintes de la géopolitique et du trésor pétrolier; le père s'est placé sous la domination anglaise pour écarter le danger russe; le fils a substitué à la présence anglaise et à la pénétration soviétique le contrôle politique, économique, militaire des Américains. Pour la laïcité, la chose était tout aussi difficile : car c'était la religion chiite qui constituait de fait le vrai principe de la conscience nationale; pour les dissocier, Reza chah essaya de donner vie à une < aryanité > dont le seul support était le mythe de la pureté aryenne qui sévissait ailleurs; aux yeux du peuple lui-même, que signifiait de se découvrir un beau jour aryen? Rien de plus que de voir aujourd'hui célébrer sur les ruines de Persépolis la monarchie bi-millénaire.

De tout le programme kémaliste, la politique internationale et les forces intérieures n'ont laissé aux Pahlavi qu'un os à ronger : la modernisation. Et cette modernisation, voilà qu'elle est profondément rejetée. Non pas seulement à cause des revers subis. Mais à cause de son principe même. Avec l'agonie actuelle du régime iranien, on assiste aux derniers moments d'un épisode qui s'est ouvert il y a bientôt soixante ans : une tentative pour moderniser à l'euro-péenne les pays islamiques. Le chah s'y accroche encore comme à sa seule raison d'être. Je ne sais s'il regarde déjà vers l'an 2000. Mais son fameux regard, je sais qu'il date des années vingt.

Il y a en Iran comme en Europe de ces < technocrates bis > qui ont pour fonction de corriger les erreurs des technocrates de la génération précédente; ils parlent de croissance, mais mesurée, de développement, mais aussi d'environnement; ils parlent avec respect du < tissu social >. L'un d'eux m'a expliqué que tout pouvait encore s'arranger; qu'on moderniserait < raisonnablement > en tenant compte de l' < identité culturelle >; mais à condition que le roi abandonne ses rêves. Et, en se retournant, il m'a montré au mur une immense photo où un petit homme déguisé faisait le paon devant un trône constellé de pierreries : manière de dire, à la façon de Tocqueville : < Tel est l'homme avec qui il nous faudra gouverner l'Iran. >

Cet ambitieux et quelques autres avec lui voudraient encore sauver la < modernisation > en limitant les pouvoirs du chah et en neutrali-

sant ses rêves. Ils n'ont pas compris qu'aujourd'hui c'est la modernisation qui est en Iran un poids mort.

J'ai toujours regretté que la corruption qui attire tant de personnes sans scrupules intéresse si peu les gens honnêtes. Connaissez-vous un traité d'économie politique, des livres d'histoire ou de sociologie qui vous présentent une analyse sérieuse et détaillée des spéculations, prévarications, détournements, escroqueries qui sont le pain quotidien de notre commerce, de notre industrie, de nos finances?

À Téhéran, enfin, j'ai rencontré mon homme : un économiste austère, avec des yeux de malice.

« Non, m'a-t-il dit, la corruption n'a pas été la malchance qui a compromis le développement du pays, elle n'a pas été la faiblesse de la dynastie : elle a toujours été sa façon d'exercer le pouvoir et un mécanisme fondamental de l'économie. C'est elle qui a fait tenir ensemble despotisme et modernisation. Considérez bien qu'elle n'est pas ici un vice plus ou moins caché. Elle est *le régime*. »

J'ai eu droit alors à un superbe exposé sur la « corruption Pahlavi ». L'habile professeur en savait long : par sa naissance, il était assez lié à la richesse traditionnelle du pays pour bien connaître les ruses d'autrefois ; et sa compétence lui avait permis de bien comprendre les procédés d'aujourd'hui.

Il m'a montré comment Reza Chah, cet inconnu venu au pouvoir sans autre appui que de l'étranger, s'était inscrit aussitôt dans l'économie du pays par les prédatations du vainqueur : confiscation de quelques grands trésors féodaux, puis d'immenses étendues de terres fertiles sur les bords de la Caspienne. Il m'a ensuite expliqué le système de l'équipe actuelle. Méthodes modernes par le jeu des prêts d'État, des écritures bancaires, des établissements de prêts, comme la fondation Pahlavi * ; mais formes très archaïques aussi, puisqu'il s'agit de concessions accordées à un parent, de revenus affermés à un favori. « À l'un des frères, l'immobilier. À la sœur jumelle, la drogue. Au fils de celle-ci, le commerce des antiquités. Le sucre à Félix Agaïan. Les armes à Toufanian. Le caviar est pour Davalou. » Même la pistache a été attribuée. Toute la « modernisation » a donné lieu à un gigantesque prélèvement : les bénéfices de la réforme agraire ont abouti, grâce à la banque Omran, entre les mains du chah et de sa famille ; les quartiers à construire de Téhéran ont été répartis comme des dépouilles.

* À l'origine, organisation de bienfaisance qui recevait des contributions publiques et privées considérables au point de devenir le budget occulte de l'Iran. À la fin de septembre 1978, le gouvernement de Charif Hamami, dans l'espoir de restaurer son crédit, fit examiner par une commission la situation financière des fondations et des institutions dirigées par les membres de la famille Pahlavi.

Un tout petit clan de bénéficiaires mêle aux entreprises du développement économique les droits du conquérant. Et si on ajoute que le gouvernement dispose de tout le revenu pétrolier que lui laissent les compagnies étrangères, qu'il peut ainsi se doter de « sa » police, de « son » armée et signer des contrats fabuleux et fructueux avec les Occidentaux, comment ne pas comprendre que le peuple iranien voit dans les Pahlavi un régime d'occupation ? Un régime qui a la même forme et le même âge que tous les régimes coloniaux qui ont asservi l'Iran depuis le début du siècle.

Alors, je vous en prie, ne nous parlez plus en Europe des heurs et malheurs d'un souverain trop moderne pour un trop vieux pays. Ce qui est vieux ici en Iran, c'est le chah : cinquante ans, cent ans de retard. Il a l'âge des souverains prédateurs, il porte le rêve vieillot d'ouvrir son pays par la laïcisation et l'industrialisation. L'archaïsme aujourd'hui, c'est son projet de modernisation, ses armes de despote, son système de corruption. L'archaïsme, c'est « le régime ».

244 Téhéran : la foi contre le chah

« Téhéran : la fede contro la scia » (« Téhéran : la foi contre le chah »), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 237, 8 octobre 1978, p. 11.

Le titre proposé par M. Foucault était « Dans l'attente de l'Imam » (il s'agit du douzième imam de la tradition chiite). Cette présentation de la religion chiite porte l'empreinte de la rencontre de M. Foucault avec l'ayatollah Chariat Madari, à Qom, le 20 septembre 1978. Philosophe éclairé autant que religieux, Chariat Madari, alors âgé de plus de quatre-vingts ans, était l'un des plus hauts dignitaires chiites. Attaché à une conception spirituelle du chiisme, il convainquit M. Foucault que le chiisme ne pouvait revendiquer l'exclusivité du pouvoir temporel. Le 24 février 1979, Chariat Madari entra en conflit avec Khomeïni en encourageant la création du Parti républicain populaire, opposé au Parti de la République islamique. Chariat Madari finit ses jours en résidence surveillée.

Téhéran. Téhéran se partage en deux, selon un axe horizontal. La ville riche, au milieu d'énormes chantiers et d'autoroutes en construction, grimpe lentement sur les contreforts des montagnes ; elle va vers la fraîcheur ; les villas, avec leurs jardins, sont fermées par de hauts murs et des portes de métal plein. Au sud, il y a le bazar, le vieux centre de la ville et les banlieues pauvres ; à la périphérie, des casernements très bas, à perte de vue, finissent par se confondre, dans la poussière, avec la plaine. Un peu plus loin, la ville bascule : d'énormes excavations ont été creusées, au cours des siècles, pour en tirer l'argile qui a construit Téhéran. Cinq cents ou

six cents mètres plus bas que le palais royal et l'hôtel Hilton, la ville a laissé là son moule vide : au-dessus des trous, on a tendu des toiles rouges et noires pour faire des logements.

Là où finit la ville et où on sent déjà le désert, deux vagues de sens contraire se sont rejointes : celle des paysans chassés de chez eux par l'échec de la réforme agraire ; et celle des citadins chassés par les triomphes de l'urbanisation. Phénomène à l'échelle de l'Iran tout entier : en dix ans, la population urbaine est passée de neuf millions à dix-sept millions.

Aujourd'hui, comme tous les vendredis, les deux moitiés de la ville, qui se juxtaposent pendant la semaine, se sont séparées. Le Nord est allé plus au nord, vers les plages de la Caspienne. Le Sud, plus au sud vers Char-e-Rey et le vieux sanctuaire où repose le fils de l'iman Reza. Tout autour du mausolée, c'est un piétinement, une bousculade où l'Européen a tort, sans doute, de chercher ce qui est de la kermesse et ce qui est de la dévotion. Le souverain actuel a bien essayé de capter un peu de ce courant : il a dressé, tout près de là, le tombeau de son propre père, Reza lui aussi ; il a tracé une large avenue, aménagé des terre-pleins de béton là où il y avait des potagers ; il a donné des fêtes et reçu des délégations étrangères. Pour rien : dans la rivalité des morts, le fils de l'iman l'emporte, chaque vendredi, sur le père du roi.

« Que leur reste-t-il d'autre ? dit-on souvent. On les a coupés de leur existence traditionnelle. Leur vie était étroite, précaire, c'est vrai. Mais en les arrachant à leur agriculture et à leurs ateliers d'artisans, en leur promettant un salaire qu'ils ne trouvent guère que dans des travaux de terrassements ou de construction (et encore par à-coups), on les expose en permanence au chômage. Ainsi déplacés, quel refuge ont-ils, sinon autour de la mosquée et dans la communauté religieuse ? »

Mais ceux qui restent sur place subissent, sans qu'il y paraisse, une même « transplantation » : tentatives pour développer les agro-industries, là où il y avait des lopins ; tentatives pour créer des cultures d'exportation pendant qu'on importe des produits autrefois récoltés sur place ; tentatives pour mettre en place de nouvelles structures administratives. Voilà plusieurs mois, sur une route déserte, un panneau souhaitait la bienvenue aux automobilistes qui arrivaient à Meibod. Mais on pouvait chercher : pas trace de Meibod. Des gens de la région, interrogés, ne savaient pas de quoi il s'agissait. Enquête faite, on avait créé à partir de cinq hameaux dispersés une ville qui n'existait que pour des bureaucrates. Et sans doute pour quelque spéculateur foncier. Nul, pour l'instant, ne se

souciait encore de cette ville qu'on venait de plaquer sur le sol comme une géographie sans racines : mais bientôt ces gens allaient être administrés autrement, forcés à vivre autrement, liés entre eux par d'autres rapports et déplacés peut-être.

Où chercher protection, comment retrouver ce qu'on est, sinon dans cet islam qui, depuis des siècles, règle avec tant de soin la vie quotidienne, les liens familiaux, les relations sociales ? Sa rigueur, son immobilité n'ont-ils pas fait sa chance. La « valeur refuge », me disait un sociologue. Il me semble pourtant que cet Iranien, bon connaisseur de l'Iran, péchait (discrétion, peut-être, devant l'Européen que je suis) par excès d'occidentalité.

Rappelons-nous. Il y a huit jours, c'était la commémoration des victimes de l'émeute * : dans l'immense cimetière de Téhéran, qui porte le nom de « Paradis » **, et où les morts dorment à fleur de terre sous une mince pellicule de ciment, les familles, les amis des tués et des gens pas milliers priaient ; ils gémissaient en levant les bras ; mais tôt déjà dans l'après-midi, autour des robes noires et grises des mollahs, on s'était mis à discuter : et avec quelle violence : renverser le chah, tout de suite ou plus tard ? Chasser les Américains, mais comment ? Prendre les armes ou attendre encore ? Soutenir ou dénoncer les députés d'opposition qui, en attaquant le régime au Parlement, donnent au monde l'impression que la liberté est revenue ? Tard dans la soirée, les groupes s'étaient ainsi formés, dénoués et reformés, autour des religieux. La fièvre politique n'oubliait pas les morts ; elle était le culte auquel ils avaient droit.

Et huit jours plus tôt encore, c'étaient des milliers de manifestants qui, les mains nues devant les soldats en armes, avaient défilé dans les rues de Téhéran en criant : « Islam, Islam ! » ; « Soldat, mon frère, pourquoi tirer sur ton frère ? viens avec nous sauver le Coran » ; « Khomeyni héritier de Hossein, Khomeyni, nous suivons tes pas. » Et je connais plus d'un étudiant « de gauche » selon nos catégories, qui, sur le panneau où il avait écrit ses revendications et qu'il tendait à bout de bras, avait marqué en gros caractères : « Gouvernement islamique ».

Et il faut remonter plus loin encore. Pendant toute cette année, la révolte a couru dans tout l'Iran, de fêtes en commémorations, de culte en prêches et en prières. Téhéran a honoré les morts de Abadan ; Tabriz ceux d'Ispahan ; et Ispahan ceux de Qom. On a planté devant des centaines de maisons, de grosses branches d'arbres où

* Voir *infra* n° 241.

** Paradis de Zahra ou Behecht Zahra, oasis aux confins du désert, à une dizaine de kilomètres de Téhéran.

s'allumaient, la nuit tombée, des ampoules blanches, rouges et vertes : c'était le « lit de nocces » des garçons qui venaient d'être tués. Et le jour, dans les mosquées, les mollahs parlaient furieusement contre le chah, les Américains, l'Occident et son matérialisme; ils appelaient, au nom du Coran et de l'islam, à la lutte contre tout ce régime. Quand les mosquées étaient trop petites pour la foule, on mettait des haut-parleurs dans la rue : et tout le village, tout le quartier retentissait de ces voix, terribles comme ont dû l'être dans Florence celle de Savonarole, celles des anabaptistes à Münster ou celles des presbytériens au temps de Cromwell. On a enregistré beaucoup de ces prêches; des cassettes ont circulé à travers tout l'Iran. Un écrivain, qui n'était pas, tant s'en faut, un homme de religion, m'en a fait entendre à Téhéran — ça ne sentait ni le repli ni le refuge, ni le désarroi ou la peur.

Je n'ai même pas eu à lui demander si cette religion qui appelle tour à tour à la bataille et à la commémoration n'est pas au fond fascinée par la mort — plus préoccupée peut-être du martyr que de la victoire. Je savais ce qu'il m'aurait répondu : « Ce qui vous préoccupe, vous autres Occidentaux, c'est la mort; vous lui demandez de vous détacher de la vie; elle vous enseigne le renoncement. Nous, nous nous soucions *des morts*, car ils nous attachent à la vie; nous leur tendons la main pour qu'ils nous lient au devoir permanent de justice. Ils nous parlent du droit et de la lutte qui le fait triompher. »

Vous savez la phrase qui fait ces temps-ci le plus ricaner les Iraniens? Celle qui leur paraît la plus sottise, la plus plate, la plus occidentale? « La religion, opium du peuple. » Jusqu'à l'actuelle dynastie, les mollahs, sur les mosquées, prêchaient avec un fusil à leur côté.

À 90 % les Iraniens sont chiites. Ils attendent le retour du douzième imam qui fera régner sur la terre l'ordre vrai de l'islam. Mais cette croyance n'annonce pas chaque jour pour chaque lendemain le grand événement; elle n'accepte pas non plus indéfiniment tous les longs malheurs du monde. Lorsque je l'ai rencontré, l'une des premières phrases de l'ayatollah Chariat Madari (il est sans doute la plus haute autorité spirituelle en Iran aujourd'hui) fut pour me dire : « Nous attendons le Mahdi, mais chaque jour nous nous battons pour un bon gouvernement. » Le chiisme, en face des pouvoirs établis, arme ses fidèles d'une impatience continue. Il leur souffle une ardeur qui, d'un seul tenant, est politique et religieuse.

Affaire de croyance, d'abord. Pour les chiites, le Coran est juste parce qu'il dit la volonté de Dieu, mais Dieu lui-même a voulu être

juste. C'est la justice qui a fait la loi, et non la loi qui a fabriqué la justice. Cette justice, on doit la lire, bien sûr, dans « le » texte dicté par Dieu au Prophète, mais on peut aussi la déchiffrer dans la vie, les propos, la sagesse et les sacrifices exemplaires des imams, nés, depuis Ali, dans la maison du Prophète et persécutés par le gouvernement corrompu des califes, ces aristocrates arrogants qui avaient oublié la vieille justice égalitaire. Et en attendant que le douzième imam *, en redevenant visible, la rétablisse dans sa perfection, il faut, par le savoir, par l'amour d'Ali et de ses descendants, par le martyr même, défendre contre le pouvoir mauvais la communauté des croyants.

Affaire d'organisation, par conséquent. Dans le clergé chiite, l'autorité religieuse n'est pas déterminée par une hiérarchie. On ne suit que celui qu'on veut bien entendre. Les grands ayatollahs du moment, ceux qui, en face du roi, de sa police et de l'armée, viennent de faire descendre dans la rue tout un peuple, nul ne les a intronisés : on les a *écoutés*. Et cela est vrai jusque dans les moindres communautés; les mollahs des quartiers et des villages regroupent autour d'eux ceux que leur parole attire; de ces volontaires leur vient leur subsistance; d'eux leur vient de quoi entretenir les disciples qu'ils forment; d'eux leur vient leur influence. Mais d'eux vient aussi une sollicitation incessante : il leur faut dénoncer l'injustice, critiquer l'administration, s'élever contre les mesures inacceptables, blâmer et prescrire. Ces hommes de religion sont comme autant de plaques sensibles où se marquent les colères et les aspirations de la communauté. Voudraient-ils être à contre-courant, ils perdraient ce pouvoir qui tient pour l'essentiel dans le jeu de la parole et de l'écoute.

N'embellissons pas les choses. Le clergé chiite n'est pas une force révolutionnaire. Depuis le XVII^e siècle, il encadre la religion officielle. Les mosquées, les tombeaux des saints ont reçu de riches donations : des biens considérables ont été accumulés entre ses mains : de là bien des conflits et bien des complicités avec les gens du pouvoir. De là bien des oscillations aussi, même s'il est vrai que les mollahs, et surtout les plus humbles, ont été le plus souvent du côté des révoltés. L'ayatollah Kachani était au comble de la popularité tant qu'il soutenait Mossadegh; il changea de camp; il fut oublié.

Les mollahs ne sont aucunement « révolutionnaires », même au

* Le douzième imam, ou Imam caché, ou Messie — Mahdi —, dont l'occultation donne son sens à la tradition ésotérique et mystique chiite contre l'islam sunnite, étatique, de l'envahisseur arabe.

sens populiste du mot. Mais cela ne veut pas dire que la religion chiite n'a à opposer au gouvernement et à la modernisation abhorrée que le poids de l'inertie; cela ne veut pas dire qu'elle constitue une idéologie si répandue dans le peuple que les vrais révolutionnaires sont contraints, pour un temps, de s'y rallier; elle est bien plus qu'un vocabulaire simple à travers lequel doivent bien passer des aspirations qui n'ont pas trouvé d'autres mots. Elle est aujourd'hui ce qu'elle a été plusieurs fois dans le passé; la forme que prend la lutte politique dès lors que celle-ci mobilise les couches populaires. Elle fait, de milliers de mécontentements, de haines, de misères, de désespoirs, une *force*. Et elle en fait une force, parce qu'elle est une forme d'expression, un mode de relations sociales, une organisation élémentaire souple, et largement acceptée, une manière d'être ensemble, une façon de parler et d'écouter, quelque chose qui permet de se faire entendre des autres et de vouloir avec eux, en même temps qu'eux.

Étonnant destin de la Perse. À l'aurore de l'histoire, elle a inventé l'État et l'administration: elle en a confié les recettes à l'Islam et ses administrateurs ont servi de cadres à l'empire arabe. Mais de ce même Islam elle a fait dériver une religion qui n'a pas cessé, à travers les siècles, de donner une force irréductible à tout ce qui, du fond d'un peuple, peut s'opposer au pouvoir de l'État.

245 *À quoi rêvent les Iraniens?*

« À quoi rêvent les Iraniens? », *Le Nouvel Observateur*, n° 727, 16-22 octobre 1978, pp. 48-49.

Cet article, le seul du reportage iranien publié en France, correspond à celui du *Corriere* intitulé « Ritorno al profeta », paru le 22 octobre, augmenté d'un emprunt à l'article n° 241 et de deux à l'article n° 244.

« Ils ne nous lâcheront jamais de leur plein gré. Pas plus que le Viet-nâm. » J'avais envie de répondre: ils sont encore moins prêts à vous lâcher qu'ils ne l'ont été pour le Viet-nâm. À cause du pétrole, à cause du Moyen-Orient. Et aujourd'hui qu'ils semblent disposés, après Camp David, à concéder le Liban à la domination syrienne, donc à l'influence soviétique, comment les États-Unis se priveraient-ils d'une position qui leur permet, selon le cas, de prendre à revers le champ de bataille ou de contrôler la paix?

Les Américains vont-ils pousser le chah vers une nouvelle épreuve de force, et un second « vendredi noir »? La rentrée universitaire, les grèves de ces jours-ci, les troubles qui reprennent et les fêtes religieuses du mois prochain pourraient être une occasion: l'homme à poigne étant alors Moghamdan, le chef actuel de la Savak.

C'est la solution de réserve. Ni la plus souhaitée ni, pour le moment, la plus probable. Incertaine: car on peut tabler sur certains généraux mais on ne sait pas si on peut compter sur l'armée. Inutile, d'un certain point de vue: il n'y a aucun « péril communiste » — ni extérieur, car il est entendu depuis vingt-cinq ans que l'U.R.S.S. ne touche pas à l'Iran, ni intérieur, car la haine des Américains n'a d'égale que la peur des Soviétiques.

Conseillers du chah, experts américains, technocrates du régime, milieux de l'opposition politique (qu'il s'agisse du Front national* ou d'hommes plus « socialisants »): tout le monde, de plus ou moins bonne grâce, est tombé d'accord ces dernières semaines pour tenter une « libéralisation accélérée sur place », ou la laisser faire. Le modèle espagnol est le modèle chéri ces temps-ci par les états-majors politiques. Est-il transposable à l'Iran? Il y a bien des problèmes techniques. Des questions de date: maintenant? ou plus tard après un autre « coup de chien »? Des questions de personnes: avec ou sans le chah? Le fils, la femme peut-être? Amini, le vieux diplomate prévu pour mener l'opération n'est-il pas déjà usé, lui qui fut jadis Premier ministre?

Entre l'Iran et l'Espagne, il existe pourtant de grosses différences. L'échec du développement économique a empêché que se forme en Iran l'assise sociale d'un régime libéral, moderne, occidentalisé. S'est formée, en revanche, une immense poussée populaire, qui a explosé cette année; elle a bousculé les partis politiques en voie de reconstitution; elle vient de jeter un demi-million d'hommes dans les rues de Téhéran contre les mitrailleuses et les tanks.

Et elle ne criait pas seulement « À mort le chah », mais aussi « Islam, islam, Khomeyni, nous te suivrons ». Et même « Khomeyni pour roi ».

La situation en Iran semble être suspendue à une grande joute entre deux personnages aux blasons traditionnels: le roi et le saint, le souverain en armes et l'exilé démuné; le despote avec en face de lui l'homme qui se dresse les mains nues, acclamé par un peuple. Cette image a sa propre force d'entraînement, mais elle recouvre une

* Front national: parti laïc de Karim Sandjahi, ancien ministre de Mossadegh.

réalité à laquelle des millions de morts viennent d'apporter leur signature.

La libéralisation rapide et sans rupture de pouvoir suppose qu'on intègre ce mouvement ou qu'on le neutralise. Et d'abord qu'on sache où et jusqu'où il veut aller. Or, voilà qu'hier, à Paris où il s'était réfugié et malgré bien des pressions, l'ayatollah Khomeyni a « cassé la baraque ».

Il a lancé un appel aux étudiants, mais il s'adressait aussi aux musulmans et à l'armée, pour qu'ils s'opposent, au nom du Coran et au nom du nationalisme, à ces projets de compromis où il est question d'élections, de constitution, etc.

Un clivage qu'on pouvait pressentir depuis un bon moment est-il en train de se produire dans l'opposition au chah? Les « politiques » de cette opposition se veulent rassurants : « C'est bien, disent-ils, Khomeyni, en faisant monter les enchères, nous renforce en face du chah et des Américains. Son nom n'est d'ailleurs qu'un drapeau; il n'a pas de programme. N'oubliez pas que, depuis 1963, les partis ne peuvent plus s'exprimer. On se rallie pour l'instant à Khomeyni. Mais la dictature une fois abolie, toute cette brume se dissipera; la vraie politique reprendra les commandes et on aura vite fait d'oublier le vieux prêcheur. » Mais toute l'agitation du week-end autour de la résidence à peine clandestine de l'ayatollah dans la banlieue de Paris, les allées et venues d'Iraniens « importants », tout démentait cet optimisme un peu hâtif; tout prouvait qu'on croyait à la force du courant mystérieux qui passe entre un vieil homme exilé depuis quinze ans et son peuple qui l'invoque.

C'est la nature de ce courant qui m'intriguait depuis qu'on m'en avait parlé, il y a quelques mois, et j'étais un peu las, je dois l'avouer, d'entendre répéter par tant de bons experts : « On sait bien ce dont ils ne veulent plus, mais ils ne savent toujours pas ce qu'ils veulent. »

« Que voulez-vous? » C'est avec cette seule question que je me suis promené à Téhéran et à Qom dans les jours qui ont suivi immédiatement les émeutes. Je me suis gardé de la poser aux professionnels de la politique; j'ai préféré discuter longuement parfois avec des religieux, des étudiants, des intellectuels intéressés aux problèmes de l'islam ou, encore, avec de ces anciens guérilleros qui avaient abandonné la lutte armée en 1976 et avaient décidé de mener leur action sur un tout autre mode, à l'intérieur de la société traditionnelle.

« Que voulez-vous? » Pendant tout mon séjour en Iran, je n'ai pas entendu une seule fois prononcer le mot « révolution ». Mais

quatre fois sur cinq, on m'a répondu : « Le gouvernement islamique. » Ce n'était pas une surprise. L'ayatollah Khomeyni avait déjà fait cette réponse lapidaire à des journalistes; il en était resté là.

Qu'est-ce que cela veut dire et précisément dans un pays comme l'Iran – pays à grosse majorité musulmane, mais pays non arabe et non sunnite, donc moins sensible qu'un autre au panislamisme ou au panarabisme?

L'islam chiite, en effet, présente un certain nombre de traits susceptibles de donner à la volonté de « gouvernement islamique » une coloration particulière. Absence de hiérarchie dans le clergé, indépendance des religieux les uns par rapport aux autres, mais dépendance (même financière) à l'égard de ceux qui les écoutent, importance de l'autorité purement spirituelle, rôle à la fois d'écho et de guide que doit jouer le clergé pour soutenir son influence – voilà pour l'organisation. Et pour la doctrine, c'est le principe que la vérité n'a pas été parachevée par le sceau du dernier prophète; après Mahomet commence un autre cycle de révélation, celui, inachevé, des imams qui, à travers leurs paroles, leur exemple et leur martyre aussi, portent une lumière, toujours la même et toujours changeante; c'est elle qui permet d'éclairer, de l'intérieur, la loi, laquelle n'est pas faite seulement pour être conservée mais pour délivrer, au long du temps, le sens spirituel qu'elle recèle. Même invisible avant son retour promis, le douzième imam n'est donc pas radicalement et fatalement absent : ce sont les hommes eux-mêmes qui le font revenir à mesure que les éclaire davantage la vérité à laquelle ils s'éveillent.

On dit souvent que, pour le chiisme, tout pouvoir est mauvais du moment qu'il n'est pas le pouvoir de l'imam. Les choses, on le voit, sont beaucoup plus complexes. L'ayatollah Chariat Madari me l'a dit, dès les premières minutes de notre entretien : « Nous attendons le retour de l'imam, ce qui ne veut pas dire que nous renoncions à la possibilité d'un bon gouvernement. Vous vous y efforcez aussi, vous autres chrétiens, qui attendez pourtant le jour du Jugement. » Et comme pour mieux authentifier son propos, l'ayatollah, quand il m'a reçu, était entouré de plusieurs membres du comité pour les droits de l'homme en Iran.

Un fait doit être clair : par « gouvernement islamique », personne, en Iran, n'entend un régime politique dans lequel le clergé jouerait un rôle de direction ou d'encadrement. L'expression m'a paru être employée pour désigner deux ordres de choses.

« Une utopie », m'ont dit certains sans nuance péjorative. « Un idéal », m'ont dit la plupart. C'est en tout cas quelque chose de très

vieux et aussi de très éloigné dans le futur : revenir à ce que fut l'islam au temps du Prophète; mais aussi avancer vers un point lumineux et lointain où il serait possible de renouer avec une fidélité plutôt que de maintenir une obéissance. Dans la recherche de cet idéal, la méfiance à l'égard du légalisme m'a paru essentielle, avec la foi en la créativité de l'islam.

Une autorité religieuse m'a expliqué qu'il faudrait de longs travaux d'experts civils et religieux, savants et croyants, pour éclairer tous les problèmes posés auxquels le Coran n'a jamais prétendu donner de réponse précise. Mais on peut y trouver des directions générales : l'islam valorise le travail; nul ne peut être privé des fruits de son labeur; ce qui doit appartenir à tous (l'eau, le sous-sol) ne devra être approprié par personne. Pour les libertés, elles seront respectées dans la mesure où leur usage ne nuira pas à autrui; les minorités seront protégées et libres de vivre à leur guise à condition de ne pas porter dommage à la majorité; entre l'homme et la femme, il n'y aura pas inégalité de droits, mais différence, puisqu'il y a différence de nature. Pour la politique, que les décisions soient prises à la majorité, que les dirigeants soient responsables devant le peuple et que chacun, comme il est prévu dans le Coran, puisse se lever et demander des comptes à celui qui gouverne.

On dit souvent que les définitions du gouvernement islamique sont imprécises. Elles m'ont paru au contraire d'une limpidité très familière, mais, je dois dire, assez peu rassurante. « Ce sont les formules de base de la démocratie, bourgeoise ou révolutionnaire, ai-je dit; nous n'avons pas cessé de les répéter depuis le XVIII^e siècle, et vous savez à quoi elles ont mené. » Mais on m'a répondu aussitôt : « Le Coran les avait énoncées bien avant vos philosophes et si l'Occident chrétien et industriel en a perdu le sens, l'islam, lui, saura en préserver la valeur et l'efficacité. »

Quand les Iraniens parlent du gouvernement islamique, quand, sous la menace des balles, ils en font un cri dans la rue, quand ils rejettent, en son nom, les transactions des partis et des hommes politiques, au risque d'un bain de sang peut-être, ils ont autre chose en tête que ces formules de partout et de nulle part. Et autre chose dans le cœur. Ils pensent, je crois, à une réalité toute proche d'eux puisqu'ils en sont eux-mêmes les acteurs.

Il s'agit d'abord du mouvement qui tend à donner aux structures traditionnelles de la société islamique un rôle permanent dans la vie politique. Le gouvernement islamique, c'est ce qui permettra de maintenir en activité ces milliers de foyers politiques qui se sont allumés dans les mosquées et les communautés religieuses pour

résister au régime du chah. On m'a cité un exemple : il y a dix ans, la terre avait tremblé à Ferdows; la ville entière était à reconstruire; mais le projet retenu ne donnant pas satisfaction à la plupart des paysans et des petits artisans, ils avaient fait sécession; sous la conduite d'un religieux, ils étaient allés fonder leur ville un peu plus loin; ils avaient collecté des fonds dans toute la région, ils avaient décidé collectivement des implantations, aménagé les adductions d'eau, organisé des coopératives. Et ils avaient appelé leur ville Islamieh. Le tremblement de terre avait été une occasion de faire des structures religieuses non pas seulement le point d'ancrage d'une résistance, mais le principe d'une création politique. Et c'est à cela qu'on songe lorsqu'on parle du gouvernement islamique.

Mais on songe aussi à un autre mouvement, qui est comme l'inverse et la réciproque du premier. C'est celui qui permettrait d'introduire dans la vie politique une dimension spirituelle : faire que cette vie politique ne soit pas, comme toujours, l'obstacle de la spiritualité mais son réceptacle, son occasion, son ferment. Et c'est là qu'on croise une ombre qui hante toute la vie politique et religieuse de l'Iran d'aujourd'hui : celle d'Ali Chariatti à qui sa mort, il y a deux ans, a donné la place, si privilégiée dans le chiïsme, de l'invisible Présent, de l'Absent toujours là.

Chariatti, issu d'un milieu religieux, avait, au cours de ses études en Europe, eu contact avec des responsables de la révolution algérienne, avec différents mouvements du christianisme de gauche, avec tout un courant du socialisme non marxiste (il avait suivi les cours de Gurvitch); il connaissait à la fois l'œuvre de Fanon et celle de Massignon. Il revint enseigner à Meshad que le vrai sens du chiïsme, il ne fallait pas le chercher du côté d'une religion officialisée depuis le XVII^e siècle, mais dans une leçon de justice et d'égalité sociales prônée déjà par le premier imam. Sa « chance » fut que la persécution l'obligea d'aller enseigner à Téhéran, hors de l'université, dans une salle aménagée pour lui à l'abri d'une mosquée, où il s'adressait à un public qui était le sien et qui se compta vite par milliers : étudiants, mollahs, intellectuels, petites gens du quartier du Bazar, provinciaux de passage. Chariatti eut la fin des martyrs : poursuivi, ses livres interdits, il se livra lorsque son père fut arrêté à sa place; après un an de prison, il était à peine parti pour l'exil qu'il mourut d'une mort que bien peu en Iran acceptent de considérer comme naturelle. Le seul nom qui fut salué l'autre jour à la grande manifestation de Téhéran, avec celui de Khomeyni, fut celui de Chariatti.

Je me sens embarrassé pour parler du gouvernement islamique comme « idée » ou même comme « idéal ». Mais comme « volonté politique », il m'a impressionné. Il m'a impressionné dans son effort pour politiser, en réponse à des problèmes actuels, des structures indissociablement sociales et religieuses; il m'a impressionné dans sa tentative aussi pour ouvrir dans la politique une dimension spirituelle.

Cette volonté politique, à court terme, pose deux questions :

1) Est-elle assez intense ces jours-ci et sa détermination est-elle assez claire pour empêcher la « solution Amini * » qui a pour elle (ou contre elle, comme on voudra) d'être acceptable par le chah, d'être recommandée par les puissances étrangères, de tendre à un régime parlementaire à l'occidentale et de faire à la religion islamique une part qui serait sans doute de concession?

2) Cette volonté est-elle assez profondément enracinée pour devenir une donnée permanente de la vie politique en Iran, ou bien se dissipera-t-elle comme un nuage lorsque le ciel de la « réalité politique » se sera enfin éclairci et qu'on pourra parler programmes, partis, constitution, plans, etc.?

Les hommes politiques ont beau dire : c'est la réponse à ces deux questions qui ordonne aujourd'hui une grande part de leurs tactiques.

Mais il y a aussi à propos de cette « volonté politique » deux questions qui me touchent davantage.

L'une concerne l'Iran et son singulier destin. À l'aurore de l'histoire, la Perse a inventé l'État et elle en a confié les recettes à l'Islam : ses administrateurs ont servi de cadres au califat. Mais de ce même Islam elle a fait dériver une religion qui a donné à son peuple des ressources indéfinies pour résister au pouvoir de l'État. Dans cette volonté d'un « gouvernement islamique » faut-il voir une réconciliation, une contradiction ou le seuil d'une nouveauté?

L'autre concerne ce petit coin de terre dont le sol et le sous-sol sont l'enjeu de stratégies mondiales. Quel sens, pour les hommes qui l'habitent, à rechercher au prix même de leur vie cette chose dont nous avons, nous autres, oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du christianisme : une *spiritualité politique*. J'entends déjà des Français qui rient, mais je sais qu'ils ont tort **.

* Ali Amini, proche des Américains. Dans *Le Monde* du 10 septembre 1978, il conseillait au chah de régner sans gouverner et de confier les affaires à un gouvernement de coalition regroupant tous les partis d'opposition.

** L'article italien comporte ce fragment supplémentaire : « ... moi qui sais bien peu de chose sur l'Iran ».

246 *Le citron et le lait*

« Le citron et le lait », *Le Monde*, n° 10 490, 21-22 octobre 1978, p. 14. (Sur *La Ghetto judiciaire*, Paris, Grasset, 1978.)

P. Boucher, alors journaliste au *Monde*, était particulièrement attentif à l'histoire et aux enjeux du jeune Syndicat de la magistrature.

Parmi toutes les choses qu'on apprend dans le livre de Philippe Boucher, celle-ci : le plaisir d'être aux affaires ne se satisfait qu'à moitié du ministère de la Justice. Peu importe. Mais il importe en revanche que la fonction de justice ne soit plus aujourd'hui si essentielle et éclatante qu'elle puisse comme autrefois servir de principe à l'exercice du pouvoir civil : l'État naissant, nous disent les historiens, fut un État de justice.

De nos jours, la justice est un peu comme les peines qu'elle inflige : elle n'aime pas trop se montrer. Ses rituels ne servent plus à impressionner les justiciables, mais à conforter un peu les justiciers; les plaideurs avec leurs longs tapages ayant disparu, elle n'est plus le grand théâtre social qu'elle fut pendant des siècles.

Enveloppée d'abord dans les grisailles d'une administration de plus en plus semblable aux autres, elle a subi ensuite un double mouvement de repli : elle laisse échapper tout un domaine d'affaires, et de plus en plus large, qui se règlent derrière son dos (ses prises sur l'économie sont fragmentaires ou symboliques); en outre, elle se rabat de plus en plus sur des fonctions « sociales » de contrôle ténu, quotidien et ingrat.

Ce repli explique sans doute que la justice n'intéresse plus le public que sous sa forme aiguë : là où il y a crime, assises, jeu de la vie et de la mort. Les juges ne sont visibles qu'en rouge. (Encore un des points qui rend si difficile de déraciner la peine de mort : sans le droit de tuer, la justice serait-elle autre chose qu'un service public un peu moins efficace que les P.T.T. et moins utile certainement que la Sécurité sociale? Le droit de tuer est la dernière marque de sa souveraineté. Il lui permet de dépasser toutes les autres administrations *de la tête*.)

*
Ce qui m'a toujours plu dans les articles de Philippe Boucher, ici même, c'est qu'il a cherché à ressaisir la justice là où elle commençait à devenir invisible : il a été l'inverse d'un chroniqueur judiciaire. L'« affaire » n'était jamais pour lui le cas singulier qui tranche sur le quotidien; mais ce qui le révèle ou le prépare. Elle lui

pour la France un moyen de désamorcer les problèmes politiques ou culturels qu'elle lui posait. On a opposé les bons Allemands aux mauvais, l'Allemagne cultivée à l'Allemagne militaire, l'Allemagne germanique à l'Allemagne européenne. Ces dernières années, on a encore simplifié cette coupure : l'Allemagne propre et nette, travailleuse, ordonnée, et, en face, une poignée de nihilistes terroristes. L'abondance immobile et le vide explosif.

– *En fin de compte, il est probable que ce sont surtout des cinéastes comme Herzog et Fassbinder qui ont redressé l'image selon laquelle le prétendu État policier allemand étrangle l'art et permet encore, tout au plus, à Heinrich Böll de respirer.*

– Il est certain que le cinéma allemand nous a donné une idée nouvelle de ce qui se passait dans la société allemande. Il n'a pas, disons, dessiné une « autre » Allemagne, mais il a donné à voir une Allemagne tendue et inquiétante.

– *Jusqu'ici, les Français ont vu l'Allemagne intellectuelle plutôt sous un jour classique, entre Goethe et Hesse, Beethoven et Heine, Brahms et Wagner. Cette exposition leur fait découvrir, sans doute pour la première fois, des expressionnistes comme Macke et Beckmann?*

– Depuis la fin de l'impressionnisme, la peinture française a tendu au formalisme et à l'abstraction en suivant une pente de plus en plus inclinée. La peinture en tant que forme d'expression violente, protestation lyrique était inconnue en France. Nous venons tout juste de la découvrir à travers des peintres comme Bacon. L'exposition « Paris-Berlin » nous montre que cette peinture, si nouvelle pour nous, plonge ses racines dans l'expressionnisme allemand.

– *Ces peintres étaient-ils également nouveaux pour vous?*

– Comme pour tout bon Français moyen, je ressens cet art comme très contemporain. Au cours de ces dernières années, poussé peut-être par la tendance générale qui régnait en France, j'ai commencé de façon tout à fait systématique à lire ces philosophes et écrivains allemands du xx^e siècle que je connaissais à peine. En France, on dit souvent que nous vivons encore au xix^e siècle. Lorsque j'ai visité « Paris-Berlin », et que j'ai lu les auteurs allemands des années 1910 à 1930, j'ai pris conscience que le xx^e siècle, avec ses idées, ses problèmes, ses formes culturelles spécifiques, existe réellement. Pour moi, cette exposition est la preuve du xx^e siècle.

Une révolte à mains nues

« Una rivolta con le mani nude » (« Une révolte à mains nues »), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 261, 5 novembre 1978, pp. 1-2.

Téhéran. Les rois du siècle dernier étaient en somme assez accommodants. On les voyait partir, au petit matin, fuyant leur palais dans de grosses berlines noires, après avoir abdicqué entre les mains d'un ministre impatient et courtois. Les gens en place étaient-ils plus peureux qu'aujourd'hui, moins attachés au pouvoir, plus sensibles à la haine, ou peut-être tout simplement moins bien armés? Toujours est-il que les gouvernements tombaient facilement quand les peuples descendaient dans la rue.

Au xx^e siècle, pour renverser un régime, il faut plus que ces « émotions ». Il faut armes, état-major, organisation, préparation... Ce qui se passe en Iran a de quoi troubler les observateurs d'aujourd'hui. Ils ne peuvent y retrouver ni la Chine, ni Cuba, ni le Viêt-nam, mais un raz de marée sans appareil militaire, sans avant-garde, sans parti. Ils n'y retrouvent pas non plus les mouvements de 1968, car ces hommes et ces femmes qui manifestent avec des banderoles et des fleurs ont un but politique immédiat; ils s'en prennent au chah et à son régime; et ils sont bel et bien ces jours-ci en train de les renverser.

Quand j'ai quitté Téhéran, il y a un mois, on se doutait bien que le mouvement était irréversible. Mais on pouvait penser qu'il irait lentement. Il pouvait connaître bien des coups d'arrêt : bains de sang, s'il devenait plus intense; dispersion, s'il gagnait en étendue; assoupissement, s'il se montrait incapable de se doter d'un programme. Rien de tout cela ne s'est produit et les choses dès lors ont été très vite.

Premier paradoxe et première cause de l'accélération : depuis dix mois, la population s'oppose à un régime qui est parmi les mieux armés du monde et à une police qui est parmi les plus redoutables. Cela les mains nues, sans recours à la lutte armée, avec une obstination et un courage qui immobilisent l'armée sur place : petit à petit, elle se fige et hésite à tirer. Il y a deux mois, elle faisait de trois mille à quatre mille morts autour de la place Djaleh; hier, deux cent mille personnes ont défilé devant des soldats qui n'ont pas bougé. Le gouvernement en est réduit à lancer des commandos de provocateurs : ils n'ont aucun effet. Plus la crise décisive approche, moins le recours aux armes devient possible. Le soulèvement de toute une société a étouffé la guerre civile.

Deuxième paradoxe : la révolte s'est étendue sans qu'il y ait eu dispersion ou conflit. La rentrée universitaire aurait pu ramener sur le devant de la scène des étudiants plus occidentalisés, plus marxistes que les mollahs des campagnes. La libération de plus d'un millier de prisonniers politiques aurait pu susciter un conflit entre anciens et nouveaux opposants. Enfin et surtout, la grève des ouvriers du pétrole aurait pu, d'un côté, inquiéter la bourgeoisie du bazar et, d'autre part, amorcer un cycle de revendications strictement professionnelles : le secteur moderne et industrialisé pouvait se séparer du secteur « traditionnel » (en cédant aussitôt sur les augmentations de salaire, le gouvernement faisait ce calcul). Or rien de tout cela ne s'est produit. Mieux : les ouvriers en grève ont donné au mouvement une arme économique formidable. L'arrêt des raffineries tarit les ressources du gouvernement et donne une dimension internationale à la crise iranienne. Pour les clients de l'Iran, le chah est devenu obstacle à leur approvisionnement. Jolie réponse à ceux qui avaient autrefois renversé Mossadegh et rétabli la monarchie pour mieux contrôler le pétrole.

Troisième paradoxe : l'absence d'objectifs à long terme n'est pas un facteur de faiblesse. Au contraire. C'est parce qu'il n'y a pas de programme de gouvernement, c'est parce que les mots d'ordre sont courts qu'il peut y avoir une volonté claire, obstinée, presque unanime.

L'Iran est actuellement en état de grève politique généralisée. Je veux dire en état de grève *par rapport* à la politique. Et cela en deux sens : refus de prolonger d'une quelconque façon le système en place, de faire fonctionner ses appareils, son administration, son économie. Mais refus aussi de faire place à une bataille politique sur la future constitution, sur les choix sociaux, sur la politique étrangère, sur les hommes de remplacement. Ce n'est pas qu'on n'en discute pas ; mais on fait en sorte que ces questions ne puissent pas donner prise à un jeu politique de la part de qui que ce soit. Tous ses piquants dehors, le peuple iranien fait le hérissé : sa volonté politique, c'est de ne pas donner prise à la politique.

C'est une loi de l'histoire : plus la volonté d'un peuple est simple, plus la tâche des hommes politiques est complexe. Sans doute parce que la politique n'est pas ce qu'elle prétend — l'expression d'une volonté collective ; elle ne respire bien que là où cette volonté est multiple, hésitante, confuse et obscure à elle-même.

Pour l'instant, deux solutions se présentent pour donner une forme politique à cette volonté de tout un peuple de changer de régime. Il y a la solution d'Ali Amini, ancien Premier ministre du chah et homme de compromis. Elle suppose qu'il ne s'agit dans

tout cela que d'un rejet, presque affectif, de la personne du chah et de sa manière de gouverner : que le souverain s'éclipse, qu'on libéralise le régime, et le jeu politique pourra reprendre de lui-même. Karim Sandjabi, leader du Front national et survivant de l'équipe de Mossadegh, voit plus loin, et plus clair sans doute, en voulant que le rejet de la dynastie prenne la forme d'un référendum. C'est un moyen d'écarter le chah avant même l'issue d'une consultation dont le principe même remettrait en question le pouvoir dont il a hérité depuis trente-cinq ans. C'est aussi une manière de provoquer, avant même la fin légale de la monarchie, toute une reconnaissance de la vie politique et de l'activité des partis dont la campagne du référendum serait l'occasion : au lendemain d'une consultation dont l'issue ne fait pas de doute, l'Iran se retrouverait sans souverain et peut-être sans Constitution, mais avec une scène politique déjà bien en place. Tout indique que le Front national ne donnera le feu vert à une expérience Amini que si celui-ci s'engage à organiser un référendum sur le maintien de la dynastie.

Mais il y a là une difficulté. L'ayatollah Khomeyni et les religieux qui le suivent veulent obtenir le départ du chah par la seule force de ce mouvement populaire qu'ils ont animé, en dehors des partis politiques. Ils ont forgé ou, en tout cas, soutenu une volonté collective assez forte pour mettre aux abois la monarchie la plus policière du monde. Ils ne tiennent certainement pas à ce qu'un référendum ne transforme cette volonté en une coalition politique. Mais il est certain qu'il est très difficile de refuser au nom de la volonté populaire toute forme de consultation électorale. C'est pourquoi Khomeyni vient, ce matin même, de proposer un autre référendum : il aurait lieu après le départ du chah obtenu sous la seule pression du mouvement actuel, et il porterait sur l'adoption d'un « gouvernement islamique ». Les partis politiques se trouveraient alors dans une position très embarrassante : ou bien il leur faudrait rejeter l'un des thèmes essentiels du mouvement populaire (les politiques s'opposeraient alors aux religieux et ne gagneraient certainement pas) ; ou bien il leur faudrait se lier les mains à l'avance en acceptant une forme de gouvernement où leur jeu serait de toute façon très limité. L'ayatollah a, en même temps, brandi deux menaces : la guerre civile si le chah ne partait pas et l'exclusion du mouvement pour toute personne ou parti qui accepterait, même de façon provisoire, le maintien de la dynastie, fût-elle privée de pouvoir. C'est relancer clairement le mot d'ordre de « grève de la politique ».

L'interrogation aujourd'hui n'est plus : Mohammed Reza partira-t-il, oui ou non ? Sauf retournement imprévisible, il partira. Mais là

question est de savoir quelle forme prendra cette volonté nue et massive qui, depuis longtemps, a dit non à son souverain, qui a fini par le désarmer. La question est de savoir quand et comment la volonté de tous va céder la place à la politique, la question est de savoir si elle le veut et si elle le doit. C'est le problème pratique de toutes les révolutions, c'est le problème théorique de toutes les philosophies politiques. Avouons que nous serions nous autres Occidentaux mal placés pour donner, sur ce point, un conseil aux Iraniens.

249 Défi à l'opposition

< Sfida all' opposizione > (< Défi à l'opposition >), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 262, 7 novembre 1978, pp. 1-2.

M. Foucault avait proposé deux titres : < L'ordre a ses dangers > ou < Le week-end de Téhéran >. Il s'agit des samedi et dimanche 4 et 5 novembre, pendant lesquels les étudiants brûlèrent et brûlèrent tout ce qui symbolisait la dynastie Pahlavi et l'Occident.

Téhéran. Deux événements ont préparé le week-end de Téhéran :

1) Toute l'opposition venait de se regrouper derrière l'ayatollah Khomeyni. Une solution, soutenue par les Américains, prévoyait la demi-retraite du chah et une libéralisation progressive; cela supposait la neutralité des principaux partis d'opposition. Or, dans la journée de vendredi, Karim Sandjabi, le leader du Front national, avait finalement accepté le premier point de la déclaration de l'ayatollah : la monarchie du chah est illégitime et illégale. La déchéance et le départ de la dynastie étaient donc devenus un préalable à toute reconstitution de la vie politique. Vendredi soir, le souverain n'avait plus aucun appui, même indirect, dans l'opposition, donc, aucune possibilité de manœuvre. Contre lui, l'opposition avait fait le plein.

2) Or la veille, la presse officieuse soviétique avait estimé < dangereuse > la revendication d'un gouvernement islamique en Iran. C'était, d'une part, signifier aux Américains que l'U.R.S.S. ne faisait pas d'objection à une solution, même < vigoureuse >, qui pourrait barrer la route à une opposition regroupée derrière Khomeyni. C'était, d'autre part, signifier au chah qu'en cas de lutte longue et violente, l'opposition ne trouverait d'appui ni en U.R.S.S., ni dans les démocraties populaires fournisseuses d'armes, ni dans les pays du Moyen-Orient parrainés par les Russes. Donc, du côté international, c'était le chah qui, vendredi soir, avait fait le plein et l'opposition qui était parfaitement isolée.

Une seule carte restait au chah : faire jouer ces données internationales sur la scène intérieure.

L'occasion fut l'émeute étudiante. On discutera longtemps pour savoir si elle a été provoquée et par qui. Le samedi, par les tirs des soldats? Le dimanche, par leur retrait? Le mot < provocation > me gêne toujours, car il n'y a pas d'action qui ne soit provoquée. Le problème est de savoir ce qui rend quelqu'un provocable. Pourquoi les étudiants sont-ils passés, ce week-end, à un type d'action qui n'était pas celui des mois précédents et qui n'était pas souhaité, sans doute, par les responsables même les plus radicaux de l'opposition? Peut-être parce qu'il y a eu rivalité entre les groupes les plus politisés et les groupes les plus religieux. Mais peut-être surtout parce qu'il y avait, dans la tête de tous, une sorte de défi entre le radicalisme révolutionnaire et le radicalisme islamique, aucun des deux ne voulant se reconnaître plus conciliant et moins courageux que l'autre. Pour cette raison et à cause d'une situation qui avait beaucoup évolué, le milieu étudiant s'est trouvé beaucoup plus < détonant > que l'ensemble de la population avec laquelle ces mêmes étudiants manifestaient il y a quelques semaines.

Voilà donc Téhéran investi par l'armée et les principaux officiers à la tête du pays. Est-ce la prise de pouvoir par les militaires, prédite par certains? Il ne semble pas, du moins pour l'instant.

En effet, les généraux devenus ministres ne se sont pas imposés eux-mêmes au chah. Ce sont les hommes du souverain, désignés par lui depuis longtemps aux postes les plus élevés. D'autre part, le chah a déclaré ce matin même que le nouveau gouvernement était là pour peu de temps et que, l'ordre rétabli, la libéralisation reprendrait aussitôt. Je ne pense pas que beaucoup d'Iraniens le croient. Mais c'est une manière de dire à l'opposition : < Vous me déclarez illégal et vous vouliez libéraliser *après moi*. Vous ne pourrez pas le faire *sans moi*, non seulement parce que j'ai la force de rester, mais parce que j'ai la légitimité de l'ordre. > Et c'est une manière de dire aux Américains et à leur homme, Ali Amini : < Vous vouliez que je m'éclipse au profit de mon grand dadais de fils; mais vous voyez que je vous suis plus indispensable que jamais pour libéraliser le régime. >

Bref, l'armée, aujourd'hui, n'est intervenue ni pour réprimer massivement l'opposition ni pour éliminer à son profit et le roi et ses adversaires; le chah l'a fait manœuvrer pour casser en deux l'opposition et se retrouver dans une situation de force lorsqu'il faudra négocier avec l'opposition modérée. On peut imaginer — mais c'est de ma part pure spéculation — que le chah a fait son coup avec l'aide des Américains qui encadrent sur place une grande partie de

son armée, mais pour être capable de résister à Carter et à ceux qui prévoyaient son nécessaire effacement.

Mais, pour que le calcul du souverain se vérifie, il faudrait que le pays reste aussi immobile que Téhéran ce matin. L'armée, ou du moins la partie la plus sûre de l'armée, a de quoi tenir les grandes villes. Mais peut-elle tenir le pays, je veux dire non seulement toute l'étendue du territoire, mais la masse même de la population? les ouvriers, les fonctionnaires, les commerçants des bazars qui, depuis des mois et des mois, font des grèves et bloquent tour à tour les secteurs les plus divers de la société? Et c'est là que le chah se retrouve en face des religieux, des mollahs et de l'irréductible ayatollah. Ceux-ci peuvent continuer à animer une résistance qui peut avoir bien d'autres formes que l'émeute et une tout autre efficacité. À cette grande grève politique de la semaine dernière qui visait à l'éliminer, le chah a répondu en faisant une rentrée bruyante; il a réapparu comme maître de l'ordre. Il peut le faire régner dans la rue. Mais sans doute pas dans la société. L'armée, alors, risquerait de lui casser entre les mains. Et un officier pourrait rêver un matin de pactiser avec ce mouvement religieux qui n'est sans doute pas prêt à céder devant le chah, fût-il retranché derrière ses tanks. Le mouvement religieux qui a fini par absorber toute l'opposition politique pourrait bien briser l'unité apparente de l'armée et passer alliance avec l'une de ses fractions. L'ordre a de ces dangers.

250 Les « reportages » d'idées

< I "reportages" di idee > (« Les "reportages" d'idées »; trad. C. Lazzeri), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 267, 12 novembre 1978, p. 1.

Cet article, qui introduit un reportage sur les États-Unis réalisé par Alain Finkielkraut, présente le projet d'ensemble des « reportages d'idées ». Étaient prévus un reportage sur le Vietnam par Susan Sontag, sur la Hongrie par Arpad Ajtony, sur la démocratisation espagnole par Jorge Semprun, sur le suicide collectif de la secte du pasteur Jones à Guyana par Ronald Laing. Seuls paraîtront les reportages de M. Foucault sur l'Iran, d'Alain Finkielkraut sur les États-Unis et d'André Glucksmann sur les *boat-people*.

Nous avons commencé en septembre une série de *reportages* * pour le *Corriere*. Le premier a été consacré à la révolution iranienne. Voici aujourd'hui le deuxième : les États-Unis au milieu du gué de l'administration Carter ou plutôt à la fin de ces Seventies qui ont été

* En français dans le texte (N.d.T.).

pour les Américains si importantes et si glissantes. L'équipe permanente qui travaille avec moi à Paris – pour consacrer des enquêtes aux thèmes de fond de l'actualité, en collaboration avec le *Corriere della sera* et avec la maison d'édition Rizzoli – a choisi cette fois-ci un jeune auteur : Alain Finkielkraut, Français, vingt-neuf ans, auteur d'un livre devenu tout de suite célèbre : *Le Nouveau Désordre amoureux* *. Son expérience d'enseignant à Berkeley, sa nouvelle manière de regarder les problèmes d'une époque, son langage dépourvu de préjugés, garantissent la nouveauté d'une exploration sur l'Amérique, assez différente de celles auxquelles nous sommes habitués.

Suivront rapidement d'autres enquêtes que nous avons conçues comme des « reportages d'idées ». Certains disent que les grandes idéologies sont en train de mourir, d'autres qu'elles nous submergent par leur monotonie. Le monde contemporain, à l'inverse, fourmille d'idées qui naissent, s'agitent, disparaissent ou réapparaissent, secouant les gens et les choses. Et cela non seulement dans les cercles intellectuels ou dans les universités de l'Europe de l'Ouest : mais à l'échelle mondiale et, parmi bien d'autres, des minorités ou des peuples que l'histoire jusqu'à aujourd'hui n'a presque jamais habitués à parler ou à se faire écouter.

Il y a plus d'idées sur la terre que les intellectuels souvent ne l'imaginent. Et ces idées sont plus actives, plus fortes, plus résistantes et plus passionnées que ce que peuvent en penser les politiques. Il faut assister à la naissance des idées et à l'explosion de leur force : et cela non pas dans les livres qui les énoncent, mais dans les événements dans lesquels elles manifestent leur force, dans les luttes que l'on mène pour les idées, contre ou pour elles.

Ce ne sont pas les idées qui mènent le monde. Mais c'est justement parce que le monde a des idées (et parce qu'il en produit beaucoup continuellement) qu'il n'est pas conduit passivement selon ceux qui le dirigent ou ceux qui voudraient lui enseigner à penser une fois pour toutes.

Tel est le sens que nous voudrions donner à ces *reportages* où l'analyse de ce que l'on pense sera liée à celle de ce qui advient. Les intellectuels travailleront avec des journalistes au point de croisement des idées et des événements.

* Paris, Éd. du Seuil, 1977. Écrit avec P. Bruckner.

251 *Réponse de Michel Foucault
à une lectrice iranienne*

« Réponse de Michel Foucault à une lectrice iranienne », *Le Nouvel Observateur*, n° 731, 13-19 novembre 1978, p. 26.

Dans le n° 730, *Le Nouvel Observateur* avait publié la lettre d'une lectrice iranienne vivant à Paris, qui déplorait que M. Foucault – dans « À quoi rêvent les Iraniens »; voir *supra* n° 245 – « semble ému par la "spiritualité musulmane" qui remplacerait avantageusement la féroce dictature affairiste aujourd'hui chancelante ».

Mme Atoussa H. n'a pas lu l'article qu'elle critique. C'est son droit. Mais il ne fallait pas me prêter l'idée que la « spiritualité musulmane remplacerait avantageusement la dictature ». Puisqu'on a manifesté et qu'on s'est fait tuer en Iran au cri de « gouvernement islamique », c'était un devoir élémentaire de se demander quel contenu était donné à ce terme et quelle force l'animait. J'ai indiqué, d'ailleurs, plusieurs éléments qui me paraissaient peu rassurants. Il n'y aurait eu, dans la lettre de Mme H., qu'une erreur de lecture, je n'y aurais pas répondu. Mais elle contient deux choses intolérables : 1) Confondre tous les aspects, toutes les formes, toutes les virtualités de l'islam dans un même mépris pour les rejeter en bloc sous le reproche millénaire de « fanatisme ». 2) Soupçonner tout Occidental de ne s'intéresser à l'islam que par mépris pour les musulmans (que dire d'un Occidental qui mépriseraient l'islam?). Le problème de l'islam comme force politique est un problème essentiel pour notre époque et pour les années qui vont venir. La première condition pour l'aborder avec tant soit peu d'intelligence, c'est de ne pas commencer par y mettre de la haine.

252 *La révolte iranienne se propage
sur les rubans des cassettes*

« La rivolta dell'Iran corre sui nostri delli minicassette » (« La révolte iranienne se propage sur les rubans des cassettes »), *Corriere della sera*, vol. 103, n° 273, 19 novembre 1978, pp. 1-2.

Article rédigé pendant le second séjour de M. Foucault en Iran. La presse internationale s'était rendue à Abadan en quête d'une classe ouvrière organisée qui, à son tour, après l'armée dont l'Occident avait attendu on craint une solution, pourrait faire la décision.

Téhéran. En Iran, le calendrier fixe les rendez-vous de la politique. Le 2 décembre commenceront les fêtes du Moharram. On y célèbre la mort de l'imam Hussein. C'est le grand rituel de la pénitence (il y a peu de temps encore on voyait des processions de flagellants). Mais le sentiment de la faute qui pourrait faire penser au christianisme est indissolublement lié à l'exaltation du martyr accepté pour une juste cause. C'est le moment où les foules sont prêtes à avancer vers la mort dans l'ivresse du sacrifice. Ces jours-là, le peuple chiite s'éprend des extrêmes.

On dit que l'ordre se rétablit peu à peu en Iran. En fait, tout le monde retient son souffle. Espoir d'un conseiller américain : « Si nous tenons pendant le Moharram, tout peut être sauvé. Sinon... » Le département d'État lui aussi attend l'anniversaire de l'imam martyrisé.

Entre les manifestations du ramadan, en septembre, et celles, imminentes, du grand deuil, que faire? Solution douce d'abord, avec Charif Hamani : on libère des prisonniers, on autorise les partis, on abolit la censure; on essaie de faire baisser la tension politique pour que la fièvre religieuse ne puisse s'en nourrir. Puis soudain, le 5 novembre, solution dure : les militaires arrivent au pouvoir : à l'armée d'investir le pays avec assez de vigueur pour que les effets du Moharram soient limités, mais avec assez de mesure cependant pour qu'ils ne donnent pas lieu à l'explosion du désespoir.

Il paraît que ce changement de cap a été suggéré ou imposé au chah par un petit lobby. Le général Hoveissi, des industriels comme Ayami (des automobiles) et Rezahi (le cuivre), des politiques, comme Fouroud (ancien maire de Téhéran) ou Massoudi (du coup d'État de 1953). Peut-être. Mais si on s'est brusquement décidé à changer l'équipe pour préparer le Moharram « à la dure », c'est à cause de la situation du pays tout entier. Et précisément des grèves qui courent d'une province à l'autre comme un feu de prairie : grève du secteur pétrolier et des aciéries, grève des usines Mino, des

transports en commun, d'Iran Air, grève des administrations publiques. Le plus surprenant, c'est qu'on ait cessé le travail dans les douanes et aux impôts, où l'on ne cesse pas facilement le travail vu que sa rémunération est décuplée ou centuplée par les trafics et les pots-de-vin. Si, dans un régime comme celui du chah, la corruption elle-même se met en grève...

J'ai voulu savoir ce qu'il en était de ce mouvement dont la censure cache l'ampleur. À Téhéran, j'ai rencontré les « privilégiés » de la grève, le personnel navigant d'Iran Air : appartement élégant, mobilier en teck, revues américaines. Mille kilomètres au sud, j'ai rencontré les « durs », ceux du pétrole. Quel Européen n'a pas rêvé d'Abadan, des six millions de barils coulant chaque jour, et de la plus grande raffinerie du monde ? On est bien surpris de la trouver immense, mais plutôt vieillotte, serrée entre ces tôles ondulées, avec ces bâtiments de direction en style britannique, mi-industriel mi-colonial, que l'on entrevoit au-dessus des torchères et des cheminées : le palais d'un gouverneur des colonies corrigé par l'austérité d'une grande filature de Manchester. Mais que ce soit une institution puissante, respectable et riche, on le reconnaît à la formidable misère qu'elle a fait naître sur cette île de sable entre deux fleuves jaunâtres : ça commence autour de l'usine par une sorte de coron subtropical, puis très vite on passe aux taudis où les gamins grouillent entre les châssis de camion et les monceaux de ferraille, et on finit par les tanières de boue séchée baignées d'immondices. Là, les enfants accroupis ne crient ni ne bougent. Puis tout s'efface dans la palmeraie qui conduit jusqu'au désert, endroit et envers de l'une des richesses du monde.

Entre les grévistes d'Iran Air qui vous reçoivent dans leur salon et ceux d'Abadan rencontrés en secret après d'obscurs rendez-vous, il y a d'étonnantes ressemblances. Ne serait-ce que celle-ci : ils faisaient la grève pour la première fois, les premiers parce qu'ils n'en avaient pas eu envie, les seconds parce qu'ils n'en avaient pas eu le droit. En outre, toutes ces grèves enchaînent directement les motifs politiques sur les revendications économiques. Les ouvriers de la raffinerie avaient reçu 25 % d'augmentation en mars dernier. Après le 23 octobre, début de la grève, ils ont obtenu sans trop de discussions des avantages sociaux, puis 10 % du salaire, puis 10 % de « primes d'usine » (« il fallait bien trouver un terme pour justifier cette augmentation », dit un représentant de la direction), puis cent rials quotidiens pour le déjeuner. On a l'impression qu'ils pourraient continuer indéfiniment. De toute façon, comme les pilotes d'Iran Air qui ne peuvent pas se plaindre de leurs salaires, ce qu'ils

veulent, c'est l'abolition de la loi martiale, la libération de tous les prisonniers politiques, la dissolution – disent certains – de la Savak, la condamnation de ceux qui ont volé ou torturé.

Ni les uns ni les autres (et cela m'a paru étrange sur le moment) ne demandent le départ du chah ou la « fin du régime ». Chacun, pourtant, affirme le désirer. Prudence ? Peut-être. Le fait est que cette revendication, première et dernière, ils considèrent que c'est au peuple tout entier de la formuler et, le moment venu, de l'imposer. Il suffit pour le moment que le vieux saint en exil à Paris le demande pour eux, sans défaillir. Aujourd'hui, ils ont tous conscience de faire une grève politique, parce qu'ils le font en solidarité avec le pays tout entier. Un commandant de bord d'Iran Air m'a expliqué qu'il était, pendant le vol, responsable de la *safety* des passagers. S'il ne vole pas aujourd'hui, c'est qu'il doit veiller à la *safety* du pays. À Abadan, les ouvriers disent que la production n'a jamais tout à fait cessé, et qu'elle a maintenant repris partiellement car il faut faire face aux besoins du pays : les trente-huit tankers qui attendent dans la baie attendront encore. Simples déclarations de principe ? Sans doute. Elles sont pourtant significatives de ces mouvements dispersés : ils ne forment pas une grève *générale*, mais chacun s'assigne une fonction *nationale*.

C'est pourquoi ils peuvent si facilement se tendre la main. Les instituteurs d'Abadan et les ouvriers du pétrole se sont déclarés solidaires. Le 4 novembre, les ouvriers d'Iran Nippon, de l'Iran Japan Petroleum Company et du complexe pétrochimique se sont unis à ceux de la raffinerie en un meeting commun. De là aussi le fait que le départ des étrangers, qu'il s'agisse des techniciens américains, des hôtes françaises ou des manœuvres Afghans est continuellement demandé. « Nous voulons que notre pays soit nationalisé. » Transformer ces grèves à signification nationale en une grève générale ? C'est le problème du moment. Aucun parti n'en a la force (la grève du pays tout entier recommandée pour le 12 novembre par quelques hommes politiques n'a même pas échoué comme on l'a dit, elle n'a tout simplement pas eu lieu). D'un côté, l'extraordinaire vigueur du mouvement s'appuie localement sur quelques organisations clandestines et disséminées (elles dérivent d'ex-mouvements de guérillas islamiques ou marxistes, comme l'Estadié Kommunist* dont on m'a parlé à Abadan). Mais, d'un autre côté, le point de cohésion se trouve hors du pays, hors des organisations politiques, hors de toute négociation possible : chez Khomeyni, dans

* Estadié Kommunist : Eittehadiéh Communist Iran, mouvement d'ouvriers et d'étudiants rentrés de l'étranger.